

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 19/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IZT SARL

ZI rue Sarrault
18200 Saint-Amand-Montrond

Références : VAT20240632
Code AIOT : 0010007187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement IZT SARL implanté ZI rue Sarrault 18200 Saint-Amand-Montrond. L'inspection a été annoncée le 15/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IZT SARL
- ZI rue Sarrault 18200 Saint-Amand-Montrond
- Code AIOT : 0010007187
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IZT est autorisée à exploiter, par l'arrêté préfectoral n°2006.1.098 du 18 janvier 2006

modifié, une installation de traitement de surface et une fonderie situées à Saint-Amand-Montrond.

Elle exploite notamment une tour aéroréfrigérante (TAR) soumise à déclaration sous la rubrique 2921.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2 b)	Demande d'action corrective	2 mois
4	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.5.9	Demande d'action corrective	2 mois
7	Réalisation d'une analyse en Legionella pneumophila [...]	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1c)	Demande d'action corrective	2 mois
10	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réserves suffisantes de produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2.b)	Sans objet
3	Contenu du rapport d'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.3.d)	Sans objet
5	Analyse méthodique des risques (AMR) avec échéancier d'actions correctives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1a)	Sans objet
6	Modalité de prélèvement en vue de l'analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.3.b)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des légionnelles		
8	Informations sur les produits biocides	Règlement européen du 22/05/2012, article Article 69	Sans objet
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.6.3	Sans objet
11	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 4.2	Sans objet
12	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2 b)
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
Prescription contrôlée : [...]. Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. [...].
Constats : Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection a constaté que la fiche de stratégie de traitement ne justifie pas qu'aucune stratégie alternative à l'injection de biocide non oxydant en continu n'est possible. L'exploitant justifiera en s'appuyant sur l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) révisée en 2023, qu'aucune stratégie alternative à l'injection de biocide non oxydant en continu n'est possible. Constat : La fiche de stratégie de traitement ne justifie pas qu'aucune stratégie alternative à l'injection de biocide non oxydant en continu n'est possible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat,

l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réserves suffisantes de produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.2.b)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

Traitement préventif :

[...].

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

[...].

Constats :

Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection la fiche présentant le stock minimum à avoir sur site ("Version 2 du 16/05/2019").

Cet état des stock mentionne les éléments suivants :

Produits	Stock mini	Fonction
ALOFRI 225	1 Bidon de 22,5kg	Anticorrosion
ALOBIO R440	1 Bidon de 20kg	Biocide non oxydant
JAVEL	1 Bidon de 20kg	Biocide oxydant

Lors de la visite, l'inspection a constaté sur le site :

- 5 Bidons de 22,5kg d'ALOFRI 225 (date de péremption : 08/03/2025) (anticorrosion) ;
- 6 Bidons de 20kg d'ALOBIO R440 (date de péremption : 30/12/2025) (biocide non oxydant) ;
- 1 Bidon de 20kg de Javel (date de péremption : 04/01/2025).

Deux autres bidons d'ALOFRI 225 périmés (date de péremption : 19/03/2023) sont transférés sur une rétention au local de stockage des déchets liquides en présence de l'inspection.

L'inspection constate que l'exploitant dispose d'une réserve de produits lui permettant de faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Pas d'écart constaté le jour de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contenu du rapport d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.3.d)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

Résultats de l'analyse des légionelles :

Les résultats sont présentés selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

[...].

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse.
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau « mesurés » au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants bio-dispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informer des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L;
- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

Constats :

Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection des installations classées a consulté les rapports d'analyse des légionelles réalisés en 2023 et 2024.

L'inspection a constaté que l'heure de début d'analyse, le nom du préleveur et l'aspect de l'eau (couleur, dépôt) ont été ajoutés suite au constat relevé lors de la dernière visite d'inspection de la TAR en 2021. Ces rapports d'analyses comportent désormais l'ensemble des informations nécessaires à l'identification des échantillons.

Pas d'écart constaté le jour de la visite

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.5.9

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.1.2 b du présent arrêté.</p> <p>Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les points de prélèvements d'échantillon et de mesure pour le contrôle des rejets de l'installation de refroidissement sont choisis sous la responsabilité de l'exploitant, ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.</p> <p>Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations.</p> <p>Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.</p> <p>Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection a consulté l'analyse de rejet des eaux de la TAR en 2024 (Dossier n°240718 154264 02, échantillon 305660).</p> <p>L'inspection a constaté que cette analyse ne porte que sur l'analyse physico-chimique de la "Demande Biochimique en Oxygène".</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'analyse est bien incomplète et qu'il va se rapprocher du laboratoire d'analyses afin d'en trouver la cause.</p> <p>Constat : Les analyses des eaux de rejet de la TAR ne sont pas complètes</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Analyse méthodique des risques (AMR) avec échéancier d'actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1a)

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c) ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'Analyse Méthodique des Risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) a été mise à jour le 22 juin 2023 par la société "ALOES Traitement des eaux".</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'AMR a bien été mise à jour depuis moins de deux ans ; • l'AMR prend bien en compte les différentes situations de fonctionnement ainsi que les différentes configurations hydrauliques de l'installation ; • le contenu de l'AMR est complet ; • un descriptif de l'installation est détaillé dans l'AMR ; • les facteurs de risques de l'installation sont déterminés ; • un échéancier des actions correctives est mis en place. <p>La société "ALOES Traitement des eaux" indique que le mode de calcul utilisé pour déterminer le risque initial est basé sur celui proposé par le "Guide Analyse Méthodique des Risques Légionelles & Circuit TAR" du 10 mars 2017 (édité par le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer).</p> <p>L'inspection a également constaté que l'exploitant a mis en œuvre certaines des opportunités d'amélioration indiquées dans l'AMR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un suppléant a été nommé pour la surveillance de l'installation ; • le plan de surveillance a été mis à jour pour y ajouter les mesures de fer et modifier les spécifications sur les mesures de TH. <p>Pas d'écart constaté le jour de la visite</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Modalité de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.3.b)</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le point de prélèvement pour l'analyse du risque légionelle est signalé par un marquage. En effet, ce point étant situé dans un endroit peu visible, l'exploitant l'a identifié par un grand panneau d'affichage ainsi qu'une identification plus précise au point de prélèvement exact.</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réalisation d'une analyse en Legionella pneumophila [...]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.7.I.1c)
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
Prescription contrôlée : [...]. Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
Constats : Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la période d'arrêt annuel de la TAR a eu lieu du 2 août au 2 septembre pour l'année 2024. L'inspection a constaté lors de la visite que l'analyse en légionelle faisant suite au redémarrage de la TAR a été réalisée le 12 septembre 2024 (prélèvement du 11 septembre 2024) soit plus d'une semaine après la remise en service de la TAR. Constat : Le délai maximum d'une semaine après le redémarrage de la TAR n'a pas été respecté pour réaliser l'analyse en légionelle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Informations sur les produits biocides

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article Article 69
Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles
Prescription contrôlée : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les titulaires d'autorisation prennent les mesures nécessaires pour que les produits biocides soient classés, emballés et étiquetés conformément au résumé approuvé des caractéristiques du produit biocide, en particulier les mentions de danger et les conseils de prudence visés à l'article 22, paragraphe 2, point i), à la directive 1999/45/CE et, le cas

<p>échéant, au règlement (CE) n° 1272/2008. [...].</p> <p>2. Outre le respect du paragraphe 1, les titulaires d'autorisation veillent à ce que l'étiquetage n'induisse pas en erreur quant au risque que présente le produit pour la santé humaine, pour la santé animale ou pour l'environnement ou quant à son efficacité et, en tout état de cause, ne comporte pas les mentions «produit biocide à faible risque», «non toxique», «ne nuit pas à la santé», «naturel», «respectueux de l'environnement», «respectueux des animaux», ou toute autre indication similaire.</p> <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 27 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'étiquette du produit ALOBIO R440 est bien cohérente en termes de mentions de danger et de conseils de prudence avec la fiche de données de sécurité de ce produit (version 7.1 révisée le 14/03/2022) dont dispose l'exploitant.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Réentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/01/2006, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100% de la capacité du plus grand réservoir, • 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants; 50% de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20% de la capacité des fûts, • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 12 bidons de 20 litres (5 bidons d'ALOFRI 225 (anticorrosion), 6 bidons d'ALOBIO R440 (biocide non oxydant) et 1 Bidon de Javel) sur une même rétention.</p> <p>Par transmission du 21 juillet 2021, l'exploitant a fourni à l'inspection le bon de commande pour un plateau de rétention (1365x745x130mm, soit 132 litres) destiné au stockage des produits de la TAR.</p>

<p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection a constaté que la rétention sur laquelle étaient entreposés les 12 bidons a bien les caractéristiques dimensionnelles décrites et que le volume total stocké respecte la prescription réglementaire.</p> <p>Pas d'écart constaté le jour de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Etat des stocks de produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant ne possède pas de registre des stocks des produits dangereux (relatifs au fonctionnement de la TAR).</p> <p>Constat : L'exploitant ne tient pas à jour un registre des stocks des produits dangereux relatifs au fonctionnement de la TAR</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Protection des personnels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :</p>

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;
- [...].

Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement est informé des circonstances d'exposition aux légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de maladie.

L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.

[...].

Constats :

Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant a installé une boîte métallique

dans le local technique situé à côté de la TAR. L'inspection a constaté la mention "Gants masques" sur la boîte

dans laquelle se trouvent des masques FFP3 et des gants de protection.

De plus, l'inspection a aussi constaté que :

- la porte d'accès à la zone extérieure dans laquelle se trouve la TAR est condamnée au moyen d'une chaîne et d'un cadenas,
- un message interdisant l'accès est affiché sur la porte,
- la note d'information relative au travail au voisinage d'une tour aéroréfrigérante et le journal des opérations de nettoyage des filtres d'aspirations sont affichés à côté de la porte d'accès à la TAR,
- la mention d'obligation du port du masque est présente sur la TAR.

Au vu de la configuration du site, l'inspection des installations classées pense qu'il serait préférable que la boîte dans laquelle sont stockés les équipements de protection individuelle (masques et gants) soit déplacée à l'intérieur du bâtiment à proximité de la porte d'accès à la TAR. La mention d'obligation du port du masque pourrait également être apposée sur cette porte.

En consultant le plan de formation, l'inspection des installations classées a constaté que quatre personnes intervenant à proximité de la TAR ont été formées sur :

- connaître la légionellose et savoir s'en protéger,
- connaître les légionelles, leurs conditions de prolifération,
- identifier les installations à risques.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - Article 3.1

Thème(s) : Autre, Prévention du risque lié aux légionelles

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Il comprend :

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Constats :

Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitation de la TAR se fait sous la surveillance du responsable maintenance et du responsable du traitement de surface.

L'inspection a également constaté que les agents impliqués directement ou indirectement dans l'exploitation sont formés en vue d'appréhender le risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La dernière formation relative aux risques liés aux légionelles a été réalisée le 21 juin 2023.

L'inspection des installations classées a constaté que deux personnes intervenant directement sur la TAR ont été formées sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles,
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés,
- les moyens de surveillance et stratégie d'utilisation des produits de traitement,
- les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions

générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921,

- les modalités de prélèvement d'échantillons en vue d'analyse de la concentration en Legionella Pneumophila.

Le plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels a été présenté à l'inspection lors de la visite.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite